

# LE MOZAMBIQUE EXPULSE LES OPPOSANTS A L'APARTHEID

*Le Mozambique révolutionnaire du président marxiste Samora Machel vient d'ordonner l'expulsion de son territoire des membres de l'African National Congress (ANC) qui mène la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Un avion les attendait, jeudi, sur l'aéroport de la capitale pour les emmener vers une destination non précisée.*

C'est le temps de la realpolitik en Afrique australe. Le Mozambique révolutionnaire du président marxiste de Samora Machel vient d'ordonner aux membres de l'African National Congress (ANC) qui mène la lutte contre l'apartheid en Afrique de quitter le territoire ou de rejoindre les camps de réfugiés. Cette décision constitue un pas de plus après le pacte de non agression signé entre Pretoria et Maputo le 16 mars dernier. Elle porte un coup très dur à l'ANC qui désormais se trouve privée de sa dernière base arrière dans un pays frontalier de l'Afrique du Sud.

Dans un communiqué de son bureau de Lusaka (Zambie) parvenu au quotidien *Zambia Daily Mail*, l'ANC déclare tenter actuellement de déplacer ses membres résidant au Mozambique et de leur trouver « d'autres lieux de résidence dans d'autres pays », non précisés. Des discussions se poursuivent à Maputo, ajoute le communiqué, pour accorder le statut diplomatique à certains membres du mouvement anti-apartheid. On ignore le nombre de personnes concernées par cette mesure d'expulsion qui intervient quatre jours après l'attentat à la voiture piégée de Durban qui avait fait trois morts. Quelques heures après l'explosion, le ministre sud-africain de la Loi et l'Ordre avait mis en cause l'ANC. Mercredi, le président de l'ANC, Oliver Tambo avait demandé aux membres de son organisation résidant au Mozambique et ne travaillant pas directement pour l'ANC de quitter le pays ou de se mettre en relation avec le Haut Commissariat aux Réfugiés. M. Tambo a fait déclaration à l'issue d'une visite d'un jour au Zimbabwe au cours de laquelle il a cherché de l'aide auprès du Premier ministre Robert Mugabe. M. Mugabe s'est contenté de lui promettre qu'il poursuivrait son soutien diplomatique et politique à l'ANC via l'Organisation de l'unité africaine. Mais, selon toute vraisemblance, Harare a réitéré son refus de fournir tout soutien militaire et logistique à l'ANC.

Déjà en 1982, le Swaziland, un Etat enclavé en Afrique du Sud, a signé un pacte de non-agression avec l'Afrique du Sud semblable à celui signé par le Mozambique. Au Lesotho, Etat lui aussi enclavé au coeur du pays de l'apartheid les autorités avaient annoncé que plusieurs membres de l'ANC avaient quitté « volontairement » le pays après le raid sud-africain sur sa capitale Maseru, le 9 décembre 1982, qui avait fait plus de 40 morts. Plus tard, le Lesotho et le Botswana, pays frontaliers de l'Afrique du Sud, ont déclaré qu'ils refuseraient d'abriter des membres de l'ANC.

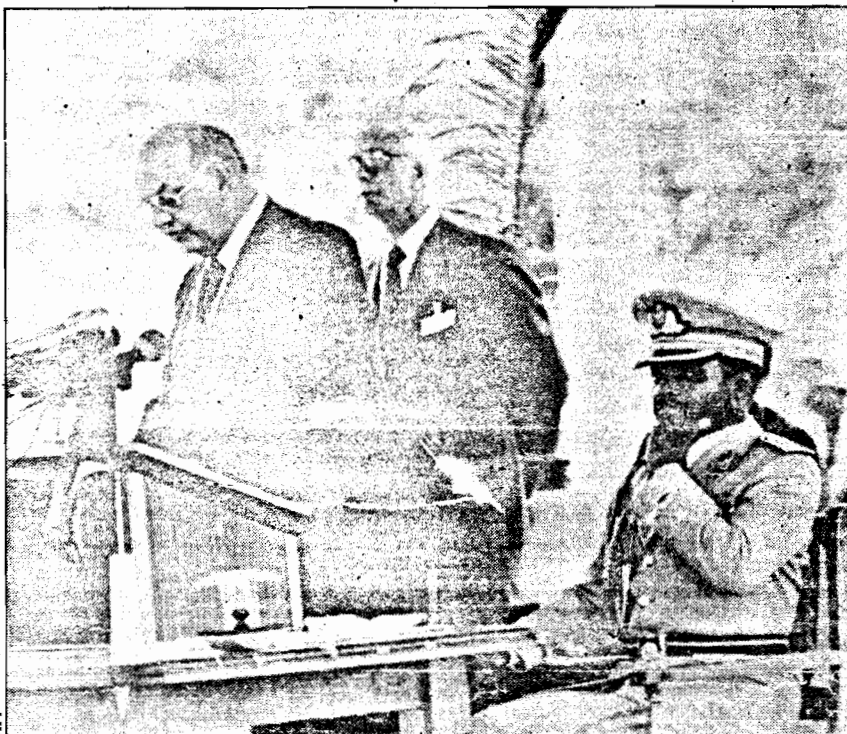
Aujourd'hui avec le Mozambique qui a pris la même décision, l'Afrique du Sud a achevé de se constituer une ceinture de sécurité, couronnement de la stratégie du Premier ministre sud-africain, Pieter Botha, de neutralisation des Etats voisins.

Pour l'ANC dont les locaux de

Maputo ont déjà été fouillés par la police mozambicaine fin mars, le lâchage de Machel va l'obliger à des révisions déchirantes. Ce mouvement politique né en 1912, bien avant tous les mouvements de libération aujourd'hui au pouvoir à Harare, Maputo et Luanda se voit couper les ailes par ses amis. Désormais, les attentats qu'il commettait au pays de l'apartheid seront-ils encore possibles sans le moindre sanctuaire dans un pays frontalier ?

De toute façon, l'action militaire de l'ANC ne constitue pas une fin en soi et le mouvement anti-apartheid s'appuie sur un ensemble de « fronts » de résistance. Il s'agit en particulier du mouvement syndical noir qui a pris ces dernières années une importance capitale et des mouvements contre la réforme constitutionnelle. Une coalition de quelque 400 organisations et groupes locaux, l'United Democratic Front a vu le jour l'an dernier et se réclame des mêmes idéaux que l'ANC, notamment de la Charte de l'apartheid.

En Angola, c'est la SWAPO, le mouvement de libération namibien qui se trouve en difficulté après la conclusion d'un cessez-le-feu entre Pretoria et Luanda, qui limite sévèrement la marge de manœuvre du sud-angolais. Des accrochages ont même eu lieu entre la SWAPO et les membres de la commission mixte chargée de superviser l'application de l'accord. Selon plusieurs sources, l'Angola aurait même demandé l'intervention de l'armée de l'air sud-africaine contre les positions du mouvement namibien.



Samora Machel et Pieter Botha lors de la signature du pacte de non agression, le 16 mars dernier.